

L'Association France Palestine Solidarité Paris 14



avec le soutien

du groupe local du 14^{ème} de l'ACAT (*Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture*),
du groupe Alésia d'Amnesty International et
de la section 14/6 de la Ligue des Droits de l'Homme



Jérusalem désirée, disputée, confisquée

- Qu'est-ce qui, autour de cette ville, empêche la solution du conflit ?
 - La résistance populaire non-violente à cette politique
 - Les perspectives de solution envisageables

Table-ronde

Mercredi 5 mai - de 19h30 à 22h30

Salle des Fêtes de la Mairie du 14^{ème} - 12, rue Durouchoux

Accueil à partir de 19 heures

Ouverture par **M. Pascal CHERKI**
Maire du 14^{ème} arrondissement

Table-ronde animée par **M. Bernard RAVENEL**
Président de la Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine

M. Elias SANBAR

Historien, représentant permanent de la Palestine à l'Unesco

Mme Sossie ANDREZIAN

Chercheuse au CNRS

M. Jean-Paul CHAGNOLLAUD

*Professeur de sciences politiques à l'Université de Cergy Pontoise,
directeur de la revue Confluences Méditerranée*

M. Michel WARSCHAWSKI

Président du centre israélien d'information alternative, écrivain

Jérusalem désirée, disputée, confisquée

Depuis plusieurs semaines, Jérusalem-Est est le théâtre d'affrontements violents entre la police israélienne et des Palestiniens soutenus par des pacifistes et anticolonialistes israéliens à la suite d'une série de provocations du gouvernement israélien : extension continue de la colonisation de la partie palestinienne de la ville et annonce de construction de nouveaux logements pour des colons, confiscation de maisons palestiniennes, appropriation de lieux saints...

Un des obstacles, voire même l'obstacle majeur, qui semble indépassable de part et d'autre, à la solution du conflit entre Israël et les Palestiniens, réside dans le statut futur de la ville de Jérusalem. Celle-ci a été unilatéralement « annexée » par l'Etat d'Israël et déclarée « capitale éternelle et unifiée de l'Etat d'Israël » en 1980, au mépris du droit international et en dépit de la non reconnaissance de ce fait par la totalité des membres de l'ONU. Pour les Palestiniens, il n'y aura pas d'Etat palestinien sans Jérusalem-Est comme capitale.

Jérusalem est aussi une ville « sainte » pour des millions de chrétiens, de juifs et de musulmans du fait même qu'elle abrite les « lieux saints » juifs, chrétiens et musulmans. La politique d'annexion et d'exclusion menée par Israël à Jérusalem remet en cause, outre son identité de ville multiculturelle, son statut de ville ouverte pour les trois religions prôné par les Nations unies.

A l'intérieur de Jérusalem-Est, des comités de quartiers ont rejoint la lutte non violente de la coordination des comités populaires des villages dévastés par le mur en Cisjordanie.

La continuation de la politique israélienne dans la ville met en danger la paix à un niveau mondial. Tous les pays, en particulier les plus puissants sont donc concernés.

Or, l'Europe ne rend pas publiques les observations et les propositions des diplomates de ses propres Etats membres en poste à Jérusalem qui, dans leurs rapports annuels, en particulier celui de 2005 mis à jour en 2008, constatent cette politique d'annexion et demandent que des mesures soient prises par l'Union européenne pour y mettre fin. Quant à la France aujourd'hui elle ne favorise guère les initiatives pouvant aller dans le sens demandé par ces diplomates.

Pour en savoir plus sur l'action de l'Association France Palestine Solidarité :

www.france-palestine.org

Pour contacter le groupe local AFPS PARIS 14 : afps.paris14@gmail.com